

« Trajectoires du politique. Penser les processus de politisation, dépolitisation et repolitisation dans les sociétés arabes en conflit ».

Année universitaire 2016-2017

Coordination scientifique : Laura Ruiz de Elvira (WFAW/IREMAM, Aix-en-Provence), Perrine Lachenal (IDEMEC/CNMS Marburg) et Chiara Calabrese (LabexMed/IREMAM)

Introduction

Les travaux sur la politisation, plutôt rares avant que ne paraisse l'ouvrage collectif dirigé par Jacques Lagroye (2003), se sont largement multipliés ces dernières années dans les sciences sociales françaises. En témoignent les nombreuses conférences, colloques et séminaires de recherche consacrés durant la dernière décennie à cette problématique, dont le séminaire intitulé « Politisation, dépolitisation, repolitisation...? De la difficulté à appréhender et à qualifier les recompositions "sociopolitiques" dans les régimes démocratiques et autoritaires », coordonné par Gilles Massardier et Vincent Geisser et qui s'est tenu à Aix-en-Provence entre 2005 et 2007. Inspiré par ces chantiers et travaux scientifiques, portant autant sur la politisation des individus que sur celle des enjeux, des pratiques et des relations sociales, et ce aussi bien dans les « systèmes sociaux complexes » (Dobry, 1987) que dans d'autres contextes politiques autoritaires (voir entre autres Vairel et Zaki, 2011 ; Ait-Aoudia, 2013), ce séminaire propose de penser – plus justement de repenser – les processus de politisation, dépolitisation et repolitisation en les appréhendant à partir d'une autre configuration : les sociétés en conflit.

Les sociétés en conflit ont en effet ceci de singulier qu'elles sont caractérisées par une importante « fluidité » – en termes d'acteurs, de répertoires d'action et de registres de justification – et également par une forte imbrication des différents secteurs sociaux (politique, militaire, judiciaire, social, religieux...), qui sont en constante redéfinition dans ces contextes de crise politique. C'est pour ces raisons qu'il est particulièrement pertinent d'interroger et d'analyser ces sociétés à travers les processus de politisation, de dépolitisation et de repolitisation qui les travaillent, ainsi que l'ont montré d'ailleurs différents travaux relatifs aux processus révolutionnaires qui ont affecté le nord de l'Afrique et le Moyen-Orient depuis 2011, et aux bouleversements qui s'en sont suivis – voir à ce sujet le volume 62 de la *Revue française de sciences-politiques* (2012). Il s'est par exemple avéré fructueux de porter attention à des acteurs habituellement étrangers au jeu politique – supporters de clubs de football, militants associatifs, populations des régions marginalisées – comme à ceux qui

étaient auparavant exclus de ce dernier – notamment les partis à référent islamique – ou encore à des acteurs issus des différentes diasporas (par exemple tunisienne ou syrienne).

Partant d'une conception interactionniste de la politisation nous proposons d'analyser ces processus larges et complexes au sein d'une aire géographique délimitée, un « monde arabe » en mouvement et en mutation, et à une échelle microsociale. Il sera ainsi possible de mettre en lumière l'intersection permanente, chez un même acteur ou dans un groupe social, de différents répertoires d'action et registres de justification. Cherchant à dépasser les débats en termes binaires et exclusifs, reposant sur les oppositions politique/apolitique ou partisan/non-partisan, lesquelles conduisent souvent à l'impasse, il s'agira plutôt de mettre en lumière la porosité des frontières et l'impuissance des distinctions nettes à traduire la complexité des expériences et des engagements. Il s'agira de porter attention aux mots utilisés par les acteurs et au sens que ces derniers donnent à leurs actions et expériences dans les moments de crise.

Présentation des axes du séminaire

Les reconfigurations du politique que connaissent les sociétés arabes depuis 2011 sont visibles et interrogeables à différentes échelles. Les basculements se vivent d'une part à l'échelle individuelle et se racontent sur le registre biographique. Les situations de bouleversements ou de crises s'accompagnent en effet de ruptures biographiques s'exprimant, parfois, sous forme de passages à l'acte décisifs et révélant la nature poreuse de la frontière entre engagement partisan et non-partisan. Que dire, par exemple, des jeunes femmes des beaux quartiers du Caire qui se sont mises à utiliser les armes qu'elles destinaient à de potentiels harceleurs, et qu'elles transportaient avec elles dans cette éventualité, contre la police ? C'est la trajectoire de l'objet qui est ici signifiante : glissé et laissé dans un sac à main, en vue d'une agression fantasmée, le *taser* est finalement sorti face à la répression du pouvoir en uniforme. La médiation suggère qu'une transformation fondamentale de l'ordre politique, social et sexué, s'est opérée ici, ré-agençant les représentations et usages de la violence et de la défense. L'intensification des violences sexuelles à l'égard des femmes, et des manifestantes, à partir de l'automne 2012, a par la suite donné une intelligibilité politique inattendue, voire révolutionnaire, au choix de suivre des cours de self-défense, qui étaient jusqu'ici cantonnés au sein des répertoires moteurs d'une bourgeoisie mondialisée et en partie apolitique.

Mais les processus de transformation en cours affectent également les identités collectives, les structures sociétales, voire les relations régionales et internationales, reconfigurant de ce fait l'échelle macrosociale. En effet, les basculements et les recompositions du politique dans les sociétés en conflit se vivent et s'expriment souvent de façon collective, à partir de réseaux plus au moins formels constitués autour de sociabilités tantôt anciennes, tantôt nées lors des moments de crise. Dans le contexte syrien, les réseaux d'assistance sociale qui secourent depuis 2011 les populations réfugiées, déplacées et assiégées fournissent un autre exemple intéressant de rapports complexes et plurivoques au politique. Fondés soit dans l'exil soit à l'intérieur du pays, ces réseaux sont alimentés par de jeunes activistes, généralement sans expérience associative ou militante préalable, qui ont été marqués et politisés lors du moment révolutionnaire, auquel ils ont souvent participé de manière active (organisation des manifestations et d'autres actions de désobéissance civile, communication avec les médias internationaux, distribution d'aides aux

personnes déplacées, etc.). Ces acteurs sociaux, dont les raisons d'agir s'expriment dans des termes hautement politiques, souvent patriotiques, vivent leur action humanitaire comme une forme de militantisme qui continue et complète leur engagement révolutionnaire préalable. Qui plus est, leur rapport privilégié au terrain et leur capacité à collecter des fonds auprès des bailleurs internationaux les rendent extrêmement attractifs aux yeux des partis politiques et des responsables du gouvernement provisoire établi par l'opposition en Turquie. Pour autant, ces acteurs rejettent la dimension politique de leur activité et font preuve d'un scepticisme profond à l'égard des acteurs politiques traditionnels.

Ces phénomènes de « retournement » et de « déplacement » du politique invitent à suivre d'autres pistes, dont par exemple la porosité des frontières entre certaines catégories sociales et morales relatives aux engagements politiques et la circulation d'autres termes comme ceux de « voyou », de « héros », de « martyr » ou « d'acteur humanitaire ». Dans la société tunisienne post-révolutionnaire, les enjeux terminologiques pèsent lourds dans le jeu politique. Les associations de familles de victimes – « martyrs de la révolution » – perdent notamment espoir que justice puisse être rendue au moment où les militaires, parfois qualifiés de « voyous » responsables du meurtre de manifestants, accèdent désormais au statut de « martyrs » avec les récents attentats terroristes.

Ces processus qui se jouent aussi bien à une échelle individuelle qu'à une échelle plus collective et organisationnelle, ne sont autres que des passages informant sur les manières dont se négocient le pouvoir et l'ordre établi et dont se définissent et s'expérimentent les sens de la justice et de l'injustice – ici en contexte révolutionnaire, post-révolutionnaire, de restauration autoritaire ou de guerre. Réfléchir en termes de trajectoires, individuelles et collectives, invite à se pencher autant sur les moments de rupture que sur les logiques de continuité et permet de rendre apparente l'imbrication de différents registres et répertoires d'action, ainsi que les mouvements d'aller-retour entre ces derniers.

Ce séminaire est organisé dans le cadre des activités du programme ERC WFAW, piloté depuis l'IEMAM par François Burgat, et du réseau « Reconfigurations » de l'Université Philipps de Marburg (Allemagne), financé par le BMBF.